



SYNTHESE

Tous les chiffres sont à fin janvier 2018 sauf indications contraires

Poursuite de la consolidation de l'économie mondiale

La croissance de l'activité économique mondiale devrait s'accélérer en 2018 pour se situer à +3,9% après +3,7% en 2017. Cette hausse de l'activité proviendrait aussi bien des pays avancés que des économies émergentes et en développement.

Les **pays avancés** profiteraient du renforcement de l'activité aux **Etats-Unis**. En effet, la croissance de l'économie américaine est projetée à +2,7% en 2018 après +2,3% en 2017. Elle serait impulsée par les retombées de la réforme de la politique fiscale ainsi que la mise en œuvre de la politique budgétaire expansionniste envisagée par le gouvernement américain.

Dans la **zone euro**, la croissance du PIB en 2018 est prévue à +2,2%, sous l'effet de l'affermissement de la demande intérieure et extérieure. Ainsi, la croissance serait dynamique en **France** (+1,9% contre +1,8% en 2017), mais ralentirait en **Allemagne** (+2,2% après +2,4% en 2017), en **Italie** (+1,4% contre +1,6% en 2017) et en **Espagne** (+2,4% après +3,1% en 2017).

Au Royaume-Uni, le ralentissement de la croissance enregistré en 2017 devrait se poursuivre. Le pays subirait d'une part, l'effet de l'érosion du pouvoir d'achat des ménages en lien avec la hausse des prix à la consommation et d'autre part, la persistance des incertitudes entourant l'issue des négociations relatives à la décision de quitter l'Union Européenne. Le taux de croissance du PIB devrait se situer à +1,5% après +1,7% en 2017.

Le PIB du **Japon** progresserait de 1,2% en 2018, sous l'effet de l'évolution favorable de la demande extérieure. Le pays reste cependant confronté à l'accélération du déclin de la population en âge de travailler.

Au niveau des **économies émergentes et en développement**, selon les prévisions du FMI la croissance devrait se situer à +4,9% en 2018, après +4,7% l'année précédente. Ainsi, les économies du **Brésil** (+1,9%) et de la **Russie** (+1,7%) consolideraient leur redressement. Quant à la **Chine** et **l'Inde**, ils continueraient d'être les locomotives de ce groupe de pays avec des taux de croissance respectifs de +6,6% et +7,4% en 2018.

La croissance de l'économie de **l'Afrique subsaharienne** devrait ressortir à +3,3% en 2018 après +2,7% en 2017, en lien avec l'accélération de la croissance du PIB au Nigeria (+2,1% après +0,8% en 2017) et le maintien à la hausse de l'économie de l'Afrique du Sud (+0,9%). Le Nigeria profiterait du redressement de la production pétrolière tandis qu'en Afrique du Sud, la croissance serait soutenue par l'amélioration des prix des produits à l'exportation et la vigueur de la consommation.

Evolution mitigée des cours des matières premières

Le marché des matières premières enregistre, en glissement annuel, un accroissement des cours moyens du coton (+10,7%), de l'or (+11,7%), du pétrole brut (+24,7%), du gasoil (+25,6%) et du riz blanchi (+17,2%). Par contre, les cours du cacao (-11,1%), de l'huile de palme (-12,7%), du caoutchouc (-38,5%), du maïs

(-2,6%) et du sucre (-31,7%) s'affichent en baisse.

S'agissant du pétrole brut, la remontée des cours s'explique par l'effet conjugué du resserrement de l'offre mondiale et du regain de la consommation de pétrole et de ses dérivés en relation avec l'amélioration de la conjoncture économique mondiale.

Poursuite de l'appréciation de l'euro

Sur le **marché des changes**, l'euro poursuit son appréciation par rapport au dollar américain (+15,0%) et à la livre sterling (+2,9%).

L'orientation à la baisse du dollar s'explique par la faiblesse de l'inflation américaine, qui pourrait entraver la politique de hausse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed).

Consolidation de l'économie nationale en 2018

Au plan national, l'activité économique devrait bénéficier d'un environnement favorable grâce à l'accélération de l'exécution du PND 2016-2020 et de la mise en œuvre de réformes en faveur de l'amélioration du climat des affaires. En outre, le Gouvernement reste engagé dans le développement du secteur industriel à travers la promotion de la transformation des produits agricoles.

Les réalisations à fin janvier 2018 comparées à celles de janvier 2017 se présentent comme suit :

Le **secteur primaire** devrait bénéficier en 2018 de la poursuite de la mise en œuvre des réformes sectorielles et de la poursuite du volet agricole du PND 2016-2020. A fin janvier 2018, les productions d'ananas (+30,6%), de banane dessert (+28,1%) et de coton graine (+13,8%) sont en progression tandis que la noix de cajou (-6,6%) connaît un début de campagne timide.

Le **secteur secondaire**, bénéficie d'une activité industrielle bien orientée (+4,4%) et de l'indicateur avancé du BTP (+19,2%) qui se

raffermit. La production industrielle reste soutenue principalement par les industries manufacturières (+8,9%). En revanche, la production d' « électricité, gaz et eau » (-2,5%) et les industries extractives (-15,1%) s'affichent en repli. Hors extraction, l'activité industrielle augmente de 7,8%.

Le secteur tertiaire devrait se maintenir en hausse, en relation avec les progressions attendues dans les secteurs primaire et secondaire. Une embellie est observée au niveau des différentes branches d'activités du transport. En effet, le nombre de voyageurs commerciaux dans l'aérien (+1,7%), le transport terrestre (+10,2%), le trafic global de marchandises au port d'Abidjan (+13,5%) et dans le ferroviaire (+20,4%) progressent.

Les **prix à la consommation** connaissent une hausse de 0,2%, en lien avec l'accroissement des prix des produits non alimentaires de 0,6% tandis que ceux des produits alimentaires baissent de 0,9%.

Le **marché de l'emploi**¹ dans le secteur formel moderne enregistre une création nette de 61 812 emplois sur un an, soit un accroissement de 6,8% de l'effectif des salariés. Cette évolution favorable est attribuable à la fois au secteur privé (+7,5% ; +52 722 emplois) et au secteur public (+4,5% ; +9 090 emplois). Pour le mois de janvier, le nombre d'emplois créés est de 2 849, avec 2 381 dans le secteur privé (83,6%), et 468 dans le secteur public (16,4%).

Les **finances publiques** sont caractérisées par un niveau de recouvrement des recettes totales et dons de 336,8 milliards et une exécution des dépenses totales et prêts nets évaluée à 263,6 milliards en retrait respectivement de 3,0% et 4,7%.

Il se dégage un solde budgétaire et un solde primaire de base tous deux excédentaires respectivement de 73,2 milliards et de 88,1 milliards.

¹ Données de la Solde et de la CNPS

Les **échanges extérieurs** de marchandises en commerce spécial hors biens exceptionnels sont marqués par le repli en valeur des exportations (-6,5%). Par contre, les importations (+19,6%) ressortent en hausse, en raison des achats de biens d'équipement (+13,3%), de biens intermédiaires (+36,1%) et de biens de consommation (+8,9%). Le solde commercial ressort excédentaire de 137,2 milliards.

Au niveau **des conditions de banques**, le flux des mises en place de crédits ordinaires s'élève à 379,8 milliards de FCFA en progression de 38,1% en glissement annuel.

Sur le **marché financier**, les indices BRVM 10 et BRVM Composite maintiennent leur tendance baissière et fléchissent respectivement de 15,4% et de 18,2%. La capitalisation boursière connaît également une baisse de 5,0%. Par contre, la valeur transigée et le volume transigé enregistrent des hausses respectives de 103,5% et de 428,6%.

En conclusion, l'activité économique devrait bénéficier d'une accélération des investissements à la fois publics et privés, en lien avec la poursuite de la mise en œuvre du PND 2016-2020. Dans ce contexte, la croissance du PIB devrait rester soutenue.

Réalizations sectorielles à fin janvier 2018, comparées à celles à fin janvier 2017

Secteur réel

L'activité progresserait en 2018, tirée à la fois par les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Secteur primaire***Orientation positive des cultures d'exportation***

Le secteur primaire connaîtrait une évolution favorable en 2018, grâce à la mise en œuvre du volet agricole du PND 2016-2020 et des réformes sectorielles. Ces actions devraient contribuer à la transformation structurelle de l'économie agricole. En effet, le programme de mise en œuvre des complexes agro-industriels notamment les agropoles qui intègrent les questions de production agricole aux autres services sociaux de base (eau, électricité, santé et éducation), aux services de la télécommunication, de l'information et de la communication, à la finance de proximité et à la mécanisation agricole connaîtraient un début. Par ailleurs, il est prévu la construction d'infrastructures hydrauliques, la réhabilitation des pistes agricoles et le renforcement des capacités des agents de l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER).

La production d'**anacarde** s'affiche à 2 865,9 tonnes, en retrait de 6,6% dénotant d'un timide début de campagne. La production devrait s'améliorer en relation avec l'engouement des populations pour la spéculation et les prix élevés d'achat au producteur.

Au niveau de la **banane dessert**, la production affiche un accroissement de 28,1%, en raison de la poursuite des programmes de relance de la filière. La tendance en 2018 devrait confirmer les bonnes performances enregistrées par la filière depuis 2016.

Concernant l'**ananas**, la production augmente de 30,6% en ligne avec la performance de 2017. Ce résultat est impulsé par le regain d'intérêt des petits producteurs pour la filière, l'amélioration des outils de production et de la commercialisation.

Le **coton graine** affiche une production en progression de 13,8%, en relation avec un bon début de campagne marquée par la mise en œuvre effective du zonage industriel.

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(en tonnes)	1 mois 2017	1 mois 2018	Variation (%)
Anacarde	3 068,5	2 865,9	-6,6
Ananas	4 229,2	5 524,6	30,6
Banane	35 844,4	45 929,1	28,1
Coton graine	93 294,5	106 183,7	13,8

Source : DGE, OPA, MINADER

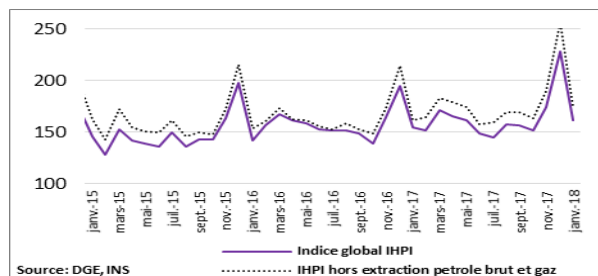
Secteur secondaire***Bonne dynamique de l'activité industrielle***

Le secteur secondaire connaît une bonne dynamique, grâce à l'accroissement de la production industrielle et du BTP.

L'**activité industrielle** progresse de 4,4%, portée par la dynamique des industries manufacturières (+8,9%) tandis que l'activité de la branche « électricité,

gaz et eau » (-2,5%) et les « industries extractives » (-15,1%) refluent.

Graphique 1 : Indice harmonisé de la production industrielle

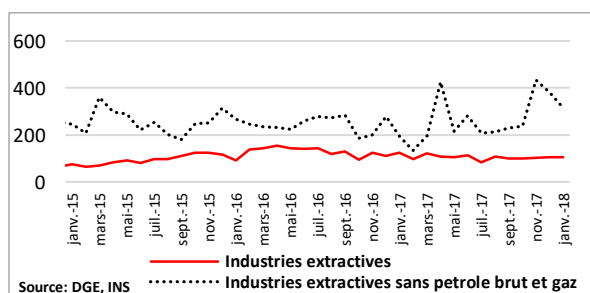


Les « **industries extractives** » accusent une baisse due au retrait de la branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel et activités annexes » (-17,3%) impactée par la diminution de l'extraction pétrolière et gazière. Toutefois, les « autres activités extractives » s'affichent en hausse de 61,9%.

La production de **pétrole brut** replie de 17,9% pour ressortir à 1 026,7 milliers de barils contre 1 250,1 milliers de barils en janvier 2017. Ce retrait provient de la plupart des exploitations en particulier, des permis CI-40 (-18,6%) et CI-26 (-15,5%) qui représentent environ 93% de la production totale.

Quant à l'extraction de **gaz naturel**, elle s'établit à 185,3 millions de m³, en baisse de 13,8%. La production est impactée par la contraction des exportations d'électricité (-46,7%).

Graphique 2 : Indice de production des industries extractives



Les **industries manufacturières** progressent de 8,9%, en liaison avec la bonne dynamique des « industries agroalimentaires et tabac » (+28,9%), des « industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction », (+6,0%), des industries « textiles et cuir » (+1,8%), des « industries du papier, carton et édition, imprimerie » (+31,4%) ainsi que les « industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques » (+9,5%). A l'inverse, les « industries du bois et meubles » (-10,7%), les « industries métalliques » (-24,8%) et la « fabrication de machines et matériels de tous types » (-30,2%) se contractent.

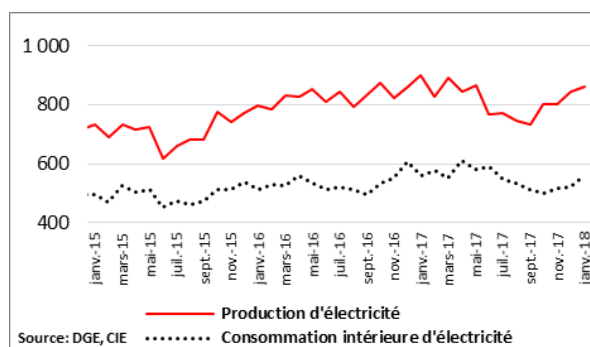
La branche « **électricité, gaz et eau** » baisse de 2,5% en raison du repli de la « production et distribution d'électricité » (-4,6%) en dépit de l'évolution positive des activités de « captage, traitement et distribution d'eau » (+3,4%).

La consommation d'électricité de haute et moyenne tension progresse de 5,6%, traduisant l'orientation positive de **l'activité industrielle**.

Cependant, la production d'**électricité** pâtit de la chute de 43,9% des ventes extérieures, en lien avec l'arrêt des exportations vers le Ghana suite au renforcement de sa capacité de production d'électricité. La production subit également la réduction de 5,1% de la consommation intérieure de basse tension. Au total, la production d'électricité s'établit à 860 Gwh, en régression de 4,5% par rapport à la réalisation de janvier 2017. Cette baisse se ressent au niveau de l'électricité de source thermique (-14,4%) tandis que celle de source hydraulique croît de

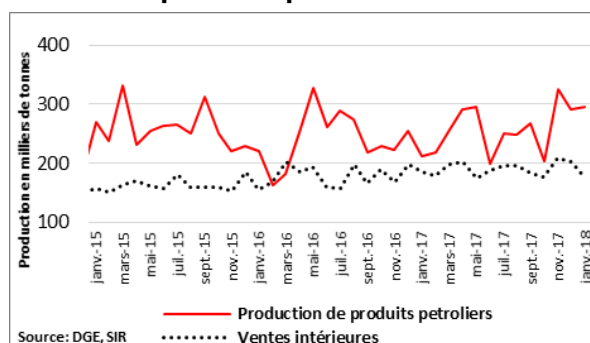
59,2%, continuant de bénéficier de la mise en service du barrage de Soubré dans le courant de l'année 2017.

Graphique 3: Production et consommation d'électricité



Concernant les **produits pétroliers**, la production augmente de 39,6% pour se fixer à 294 522,0 tonnes, grâce notamment à la demande nationale et externe.

Graphique 4: Production et vente de produits pétroliers



Orientation positive du BTP

L'indicateur avancé du BTP croît de 19,2% au terme du premier mois de 2018. Cette évolution découle de la progression de la consommation de bitume (+167,6%), de ciment (+3,6%), de béton (+20,0%) et de gravier (+76,5%), à l'exception de celle des « tôles et bacs » (-41,0%), câbles et fils électriques (-24,5%) et sable (-13,4%). Les BTP devraient bénéficier en 2018 de la mise

en œuvre d'un certain nombre de projets au niveau des infrastructures et services sociaux de base. Ainsi, les travaux en cours devraient se poursuivre et les projets tels que les travaux d'agrandissement du port de San Pedro, la construction du 4ème pont, la réalisation de trois échangeurs sur le Boulevard Mitterrand et le renforcement des infrastructures hospitalières devraient démarrer. A cela, il convient d'ajouter la réhabilitation, la rénovation et l'extension du réseau de distribution d'eau, particulièrement à l'intérieur du pays ainsi que la construction de 10 000 logements pour 2018.

Secteur tertiaire

Maintien de la tendance haussière en 2018

Dans le secteur tertiaire, l'activité devrait restée bien orientée en 2018, en lien avec le dynamisme attendu dans les secteurs primaire et secondaire. Les données disponibles relatives aux activités de transport font ressortir une hausse de l'activité au mois de janvier 2018.

Bonne dynamique du transport

Toutes les composantes de la branche transport affichent une croissance de l'activité.

Orientation favorable du transport aérien

Le trafic aérien maintient sa bonne tendance. En effet, le nombre de passagers commerciaux s'établit à 138 947, en hausse de 1,7% par rapport à janvier 2017. Cette augmentation est portée essentiellement par le trafic avec l'Europe et le reste du monde (hors Afrique). Ainsi, vers la zone Europe et le reste du monde, il ressort une progression du trafic de 13,4% et 12,9% respectivement. Par contre, le trafic baisse de 32,6% au niveau national, de 1,5% dans la CEDEAO et de 3,6% dans le reste de l'Afrique. L'arrêt de fonctionnement de l'aéroport de San Pedro du fait des travaux de réhabilitation et de réfection de la piste impacte le trafic national.

En ce qui concerne le transit direct, il enregistre une progression de 11,3% tandis que le fret aérien se contracte de 1,8%.

Bonne évolution du trafic maritime

Au niveau du transport maritime, les statistiques du Port d'Abidjan, représentant plus de 80% de l'activité portuaire, affichent un accroissement de 13,5% du trafic global de marchandises par rapport aux réalisations de janvier 2017. Cette évolution est attribuable à la fin des travaux de réhabilitation de la voirie de la zone portuaire, au mois de juillet 2017, qui a favorisé le désengorgement. Par ailleurs, cette

croissance est portée par une augmentation combinée du trafic national (+20,2%) et du transit (+16,8%) tandis que les activités de transbordement se contractent de 72,3%.

La hausse du trafic national est attribuable à la bonne tenue des produits pétroliers (+78,3%) et des produits de pêche (+21,2%), alors que les marchandises générales (-0,7%) enregistrent un repli.

Reprise progressive du transport ferroviaire

Le transport ferroviaire conforte son redressement amorcé depuis le second semestre 2017, avec un volume de 82 293 tonnes de marchandises transportées, en hausse de 20,4% par rapport à janvier 2017. Cet accroissement résulte de l'amélioration des échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso.

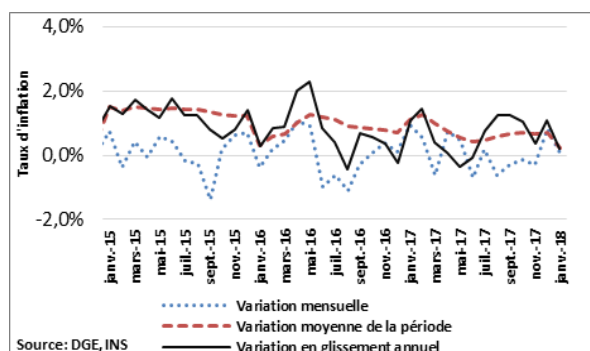
Evolution maîtrisée des prix à la consommation

Les prix à la consommation connaissent une augmentation de 0,2% en glissement annuel, sous l'effet conjugué de l'accroissement des prix des produits non alimentaires (+0,6%) et du repli de ceux des produits alimentaires (-0,9%). Les principales baisses de prix parmi les produits alimentaires sont observées au niveau des « tubercules et plantains » (-17,1%), des « légumes frais » (-7,1%), des « fruits » (-0,7%) et des « céréales non transformées » (-0,5%). Toutefois, ces diminutions sont amoindries par l'augmentation des prix des « poissons » (+3,4%) et de la « viande » (+1,6%).

Du côté des produits non alimentaires, la hausse des prix provient des « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+3,4%), des « restaurants et hôtels », (+2,8%) et des « articles d'habillement et chaussures » (+0,8%). Cependant, les prix de la « communication » (-2,1%) et de la « santé » (-1,8%) s'affichent en retrait.

Dans l'ensemble, l'inflation devrait rester modérée en 2018, grâce notamment à la poursuite de la politique de plafonnement des prix des denrées de premières nécessités et à l'accroissement attendu de la production vivrière.

Graphique 3 : Evolution des taux d'inflation



Progression du nombre de travailleurs salariés

Dans le secteur moderne, le marché du travail enregistre une orientation favorable. En effet, le nombre de salariés s'accroît de 6,8% par rapport à la période correspondante de 2017, soit une création nette de 61 812 emplois. Cette hausse est induite principalement par le secteur privé avec 52 722 emplois créés, soit une augmentation de 7,5% de l'effectif de salariés.

De même, le secteur public affiche une progression de 4,5% du nombre de

fonctionnaires et agents de l'Etat, ce qui correspond à une création nette de 9 090 emplois.

Finances Publiques

Les finances publiques enregistrent un niveau de recouvrements des recettes totales et dons de 336,8 milliards en baisse de 3,0% par rapport à janvier 2017. Il en est de même des dépenses totales et prêts nets qui s'affichent en retrait de 4,7% pour se situer à 263,6 milliards.

Bonne mobilisation des recettes non fiscales

Le faible niveau de recouvrement des recettes et dons est en lien avec le niveau de mobilisation des recettes fiscales en janvier 2018. Toutefois, il est à noter une nette amélioration des recouvrements des recettes non fiscales qui ont progressé de 3,8 milliards pour s'afficher à 45 milliards. Cette progression est due aux cotisations de sécurité sociale.

Faible exécution des dépenses de fonctionnement et d'investissement

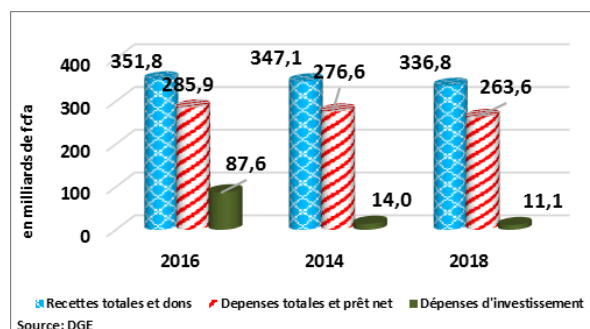
La moindre exécution des dépenses totales et prêts nets, par rapport à janvier 2017, provient principalement d'une sous exécution des dépenses de fonctionnement de 38,7 milliards et des dépenses d'investissement de 2,9 milliards.

Soldes excédentaires

Il découle de ces évolutions un solde budgétaire et un solde primaire de base excédentaires respectivement de 73,2 milliards et de 88,1 milliards. Un recours

au marché monétaire et financier d'un montant global de 28 milliards ainsi que l'excédent dégagé sur le solde budgétaire ont permis d'apurer une partie des restes à payer des fournisseurs de 2017 ainsi que les dettes arrivées à échéance.

Graphique 4 : Principaux agrégats des finances publiques à fin janvier



Echanges extérieurs

Bonne orientation des importations

Les **échanges extérieurs** en commerce spécial et hors biens exceptionnels, au cours du premier mois de l'année 2018, sont marqués par un accroissement en valeur des importations (+19,6%) et une contraction des exportations (-6,5%) en glissement annuel. Il en découle un solde commercial excédentaire de 137,2 milliards de FCFA contre 273,4 milliards de FCFA l'année précédente. Par ailleurs, les termes de l'échange se sont détériorés de 12,4% consécutifs à une baisse des prix à l'exportation (-18,3%) plus prononcée que celle des prix à l'importation (-6,7%).

Le repli des exportations en valeur est imputable principalement aux ventes de produits primaires (-17,7%) sous l'effet de la contraction des prix (-21,7%) malgré la hausse des volumes (+5,1%).

Le retrait des produits primaires en valeur provient notamment du café vert (-56,9%), du cacao fèves (-21,6%) et du caoutchouc (-3,0%). Ils subissent également le repli des produits miniers dont l'or (-7,4%) et le pétrole brut (-32,4%) qui pâtiennent de la contraction des quantités exportées.

Ces baisses sont atténuées par la croissance de 24,2% des exportations de produits transformés sous l'effet d'une bonne tenue de produits pétroliers (+54,4%).

S'agissant des importations en valeur, leur bonne progression émane de l'ensemble des composantes que sont les biens d'équipement (+13,3%), les biens intermédiaires (+36,1%) et les biens de consommation (+8,9%).

Les biens de consommation sont tirés essentiellement par les produits pétroliers (+54,5%). Les biens intermédiaires bénéficient des achats de pétrole brut (+55,0%) et de « fer, fonte acier et ouvrage en métaux » (+18,5%). Quant aux biens d'équipements, ils profitent particulièrement des commandes de machines mécaniques (+16,2%) et de machines électriques (+32,3%).

Situation monétaire et financière

Bonne orientation du financement de l'économie

A fin janvier 2018, le flux des crédits ordinaires et les escomptes d'effets de commerce ont progressé respectivement de 104,9 milliards (+38,1%) et de 16,3 milliards (+27,0%) comparés à la période correspondante de 2017. Par contre, les

dépôts sont en repli de 2,2 milliards (-1,6%).

Les taux d'intérêt moyens des crédits ordinaires (6,1%) et des dépôts (4,3%) ressortent respectivement en baisse de 0,2 point et de 0,6 point par rapport à janvier 2017, alors que le taux relatif aux effets de commerce escomptés (7,2%) connaît une hausse de 0,3 point de pourcentage.

Le montant global des crédits ordinaires progresse pour atteindre 379,8 milliards. Cette hausse provient des crédits divers (+62,2 milliards), des crédits de consommation (+27,9 milliards), des crédits de trésorerie (+25,4 milliards) et des crédits d'exportation (+3,4 milliards). Cette progression a été atténuée par la baisse des crédits d'équipement (-10,8 milliards) et des crédits immobiliers (-3,2 milliards). La durée moyenne des crédits s'est contractée de 0,5 mois (16,4 mois en janvier 2018 contre 16,9 mois en janvier 2017).

Repli de la capitalisation boursière

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) maintient sa tendance baissière observée en 2017.

La capitalisation boursière enregistre une baisse de 5,0% et s'établit à 9 330,3 milliards de FCFA sous l'effet conjugué d'un retrait de 12,9% de la capitalisation du marché des actions et de l'accroissement de 18,3% de la capitalisation du marché des obligations.

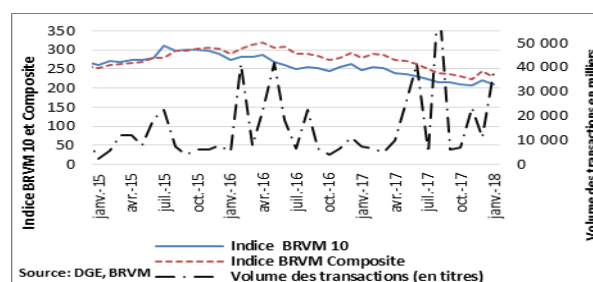
Les indices BRVM 10 et BRVM composite se contractent respectivement de 15,4% et de 18,2% résultant de la contraction de l'ensemble des indices sectoriels notamment les indices « industries » (-

33,0%) ; « services publics » (-12,3%), « distribution » (-39,3%), « finances » (-16,4%), et « transport » (-19,2%). Ces replis s'expliquent par les prises de bénéfices des opérateurs, après la vitalité des indices sur la période 2012-2015.

Concernant les transactions, la valeur totale transigée croît de 103,5% passant de 17 180 milliards en janvier 2017 à 34 954 milliards en janvier 2018. Le volume transigé s'accroît de 428,6% en lien avec les volumes importants (34 861 401 titres) échangés pour « ECOBANK TRASNATIONAL INCORPORATED TOGO ». Les fractionnements de titres opérés en 2017 favorisent les transactions.

La rotation moyenne mensuelle des titres sur le marché s'est située à un taux de 3,12%. Quant au taux de rendement moyen, il s'est affiché à 5,81%. La rentabilité globale moyenne au 31 janvier 2018 s'est située à -0,26% avec un PER moyen de 16,63 et une prime de risque à 0,02%.

Graphique 5 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



En conclusion, l'activité économique devrait bénéficier d'une accélération des investissements à la fois publics et privés, en lien avec la mise en œuvre du PND 2016-2020. Dans ce contexte, la croissance du PIB devrait rester soutenue.

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel									Variations en glissement (cumul de la période)
	mai-17	juin-17	juil.-17	août-17	sept.-17	oct.-17	nov.-17	déc.-17	janv.-18	
INTERNATIONAL										
Cours du Pétrole brut	10,1%	-1,2%	8,4%	10,9%	16,4%	12,1%	33,1%	17,3%	24,7%	24,7%
Cours du cacao	-36,0%	-36,0%	-34,8%	-34,4%	-30,6%	-22,7%	-14,9%	-16,2%	-11,1%	-11,1%
Cours de l'euro par rapport au dollar	-2,6%	0,0%	3,6%	5,4%	6,2%	7,3%	8,9%	13,4%	15,0%	15,0%
ACTIVITE NATIONALE										
Primaire										
Agriculture d'exportation										
Cacao*	0,0%	63,4%	0,0%	0,0%	41,3%	0,0%	0,0%	1,5%	nc	nc
Café	0,0%	-30,0%	0,0%	0,0%	-84,8%	0,0%	0,0%	0,0%	nc	nc
Anacarde	-8,2%	-22,5%	-14,4%	-53,1%	-23,5%	8,0%	15,2%	38,4%	-6,6%	-6,6%
Secondaire										
IHPI global	1,8%	-2,1%	-3,9%	4,3%	5,4%	9,1%	6,0%	16,7%	4,4%	4,4%
IHPI hors extraction	7,9%	1,6%	4,6%	6,5%	10,6%	9,7%	10,0%	19,2%	7,8%	7,8%
BTP	8,3%	2,1%	5,6%	7,4%	12,4%	11,3%	10,9%	20,6%	8,9%	8,9%
Production d'électricité	3,8%	-3,5%	-4,9%	-2,7%	-7,0%	-4,5%	-0,6%	0,8%	-2,5%	-2,5%
Production de produits pétroliers	-0,9%	10,9%	-1,0%	6,0%	3,1%	27,1%	15,1%	16,5%	19,2%	19,2%
Pétrole brut	-31,9%	-21,8%	-46,6%	-5,9%	-21,4%	8,9%	-21,6%	-6,0%	-17,9%	-17,9%
Gaz naturel	-2,2%	-13,3%	-24,5%	-20,2%	-25,4%	-18,7%	-21,1%	-12,4%	-13,8%	-13,8%
Tertiaire										
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	8,6%	7,6%	15,6%	12,4%	7,4%	9,5%	11,6%	3,0%	nc	nc
Trafic global maritime	10,9%	-10,6%	16,6%	-1,5%	31,2%	-5,7%	7,5%	7,2%	nc	nc
Total voyageurs aérien	16,4%	11,7%	21,6%	8,7%	7,5%	4,0%	10,2%	5,6%	1,7%	1,7%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	-16,8%	-20,9%	-24,0%	8,8%	71,1%	8,4%	21,0%	46,2%	20,4%	20,4%
Echanges extérieurs²										
Exportation en valeur	14,5%	7,7%	5,2%	0,7%	5,0%	8,6%	-14,2%	-5,4%	-6,5%	-6,5%
Importation en valeur	13,9%	-7,6%	5,9%	20,5%	9,8%	29,9%	17,0%	20,9%	19,6%	19,6%
Solde commercial	82,70	127,29	-43,93	-12,28	-30,88	-69,88	66,95	219,27	137,23	137,23
Financement										
Position net du Gouvernement	51,6%	-6,4%	4,7%	10,2%	4,6%	-1,1%	6,4%	16,0%	nc	nc
Crédit net à l'économie	20,8%	18,5%	17,8%	19,6%	18,0%	14,5%	10,8%	13,3%	nc	nc
Crédit net à court terme	11,3%	10,8%	9,1%	11,4%	9,1%	7,5%	2,2%	12,2%	nc	nc
Crédit net à moyen terme	26,2%	22,6%	23,4%	22,9%	24,1%	25,1%	25,8%	17,1%	nc	nc
Crédit net à long terme	29,1%	20,4%	19,1%	30,5%	34,1%	25,1%	21,0%	39,8%	nc	nc
Avoir extérieur net	-4,9%	31,1%	31,6%	40,1%	50,8%	40,3%	46,1%	44,9%	nc	nc
Finances publiques³										
Recettes totales & Dons	-31,1%	14,8%	10,6%	16,8%	12,0%	11,6%	-0,4%	-8,4%	-3,0%	-3,0%
Dépenses totales & Prêts nets	12,0%	23,8%	37,3%	-33,0%	-13,5%	29,0%	13,0%	32,5%	-4,7%	-4,7%
Investissement public	15,8%	13,2%	192,8%	-64,3%	-61,1%	1,7%	59,1%	93,1%	-20,8%	-20,8%
Solde budgétaire global	-158,58	-103,62	-221,39	-20,41	28,93	-165,52	-103,82	-297,39	73,23	73,23
Prix à la consommation										
IHPC ⁴	-0,4%	-0,1%	0,8%	1,3%	1,3%	1,1%	0,4%	1,1%	0,2%	0,2%
Emploi										
Salariés secteur formel	4,5%	4,7%	4,8%	5,2%	5,7%	5,4%	6,2%	6,5%	6,8%	6,8%
Dont Salariés secteur formel privé	4,8%	5,1%	5,2%	5,5%	6,3%	5,9%	6,9%	7,2%	7,5%	7,5%

**Direction Générale de l'Economie
Direction des Prévisions, des
Politiques
et des Statistiques Economiques
(DPPSE)**

² Valeurs en milliards de FCFA, Hors biens exceptionnels
³ Niveau en milliards de FCFA
⁴ Données trimestrielles
⁴ Indice Harmonisé des Prix à la consommation
Nc : Non calculé

Pour en savoir plus :
**Sous-direction de la
Conjoncture**
Email : sdcdppse@dge.gouv.ci
Tel : +(225)20200924/20200925

Sous-direction de la Conjoncture

Email : mef_dcpe_sdac@yahoo.fr /Tel :

+(225)20200924/20200925